



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Bureau des Installations Classées

Affaire suivie par Catherine FRANKE

Tél 03.87.34.88.29

Fax 03 87 34 85 15

Internet : [catherine.franke@moselle.pref.gouv.fr](mailto:catherine.franke@moselle.pref.gouv.fr)

**ARRETE**

N°2009-DEDD/IC-250

en date du 29 décembre 2009

imposant à la société SEVIA des prescriptions complémentaires concernant la station de transit d'huiles usagées qu'elle a exploitée à Metz-Devant-Lès-Ponts.

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu la Directive Cadre sur l'Eau, et notamment les objectifs de qualité de bon état du milieu ;

Vu les dispositions des titres 1<sup>er</sup> des livres V des parties législatives et réglementaires du code de l'environnement et notamment son article R.512.31 ;

Vu l'arrêté préfectoral DRCLAJ-2009-39 du 28 juillet 2009 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, Secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n°88-AG/2-657 du 9 novembre 1988 édictant de nouvelles prescriptions à la Société de Ramassage pour la Régénération des Huiles Usagées (S.R.R.H.U) pour la poursuite de l'exploitation de sa station de transit d'huiles usagées, sise route de Lorry en gare de Metz-Devant-Lès-Ponts, par suite de l'extension à 180m<sup>3</sup> de la capacité de stockage.

Vu la déclaration de changement d'exploitant, en date du 12 mai 2004, au profit de la société SEVIA- S.R.R.H.U ;

Vu la déclaration de changement d'exploitant, en date du 7 juillet 2006, au profit de la société SEVIA ;

Vu le mémoire de cessation d'activité effectué par I.C.O PARIS Environnement, référencé MCA / SEVIA (57) / R/07-00015-V2, en date du 14 avril 2008 et complété le 28 août 2009 ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 26 octobre 2009 ;

Vu la lettre d'observations de la société SEVIA du 19 novembre 2009 ;

Considérant que le mémoire susvisé met en évidence une pollution des sols au droit de l'aire de dépotage en hydrocarbures, HAP et PCB ;

Considérant que le mémoire susvisé met en évidence une pollution des sols au droit de la zone d'implantation du séparateur d'hydrocarbures en HAP ;

Considérant que le mémoire susvisé met en évidence une pollution des sols à proximité du local technique près du bac de récupération en hydrocarbures, HAP et PCB ;

Considérant que l'étude réalisée par I.C.O PARIS Environnement, susvisée, évoque la vulnérabilité de la nappe alluviale de la Moselle au niveau du site ;

Considérant qu'aucun contrôle permettant de vérifier l'absence de pollution de la nappe alluviale n'a été réalisé;

Considérant par conséquent qu'il y a lieu d'imposer à la société SEVIA des prescriptions complémentaires destinées à la protection des eaux souterraines à;

Vu l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du 24 novembre 2009 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La société SEVIA, dont le siège social est situé, 162/166 Boulevard de Verdun à Courbevoie (92400), est tenue de respecter les dispositions suivantes du présent arrêté concernant la station de transit d'huiles usagées qu'elle a exploitée à Metz- Devant-Lès-Ponts.

### **Article 2 :**

Deux piézomètres, au moins, sont implantés en aval du site de l'installation et un piézomètre, au moins, est implanté en amont.

La définition du nombre de piézomètres et de leur implantation est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique.

Cette étude est communiquée à l'Inspection des Installations Classées dans un délai n'excédant pas deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Les piézomètres sont mis en place dans un délai n'excédant pas quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

### **Article 3 :**

La société SEVIA met en place une surveillance semestrielle des eaux souterraines au droit des piézomètres implantés sur le site avec un prélèvement en période de basses eaux et un en période de hautes eaux.

Le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe afin de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité passée de l'installation. Le premier prélèvement a lieu dans un délai n'excédant pas six mois à compter de la date de parution du présent arrêté.

La surveillance porte sur les paramètres suivants : hydrocarbures, HAP et PCB.

Les prélèvements et analyses sont effectués selon des méthodes normalisées en vigueur par un laboratoire agréé par le Ministère chargé de l'Environnement.

Les frais des prélèvements et des analyses sont pris en charge par la société SEVIA et les résultats commentés des mesures sont transmis dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées.

Si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée.

Il informe le Préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

#### **Article 4 :**

En cas de non respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement.

#### **Article 5 - Information des tiers :**

En vue de l'information des tiers :

1) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Metz et pourra y être consultée par tout intéressé ;

2) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ;

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

3) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

#### **Article 6- Droits des tiers :**

En vertu de l'article L514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où elle lui a été notifiée ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

**Article 7 - Exécution de l'arrêté :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,  
le Maire de Metz,  
les Inspecteurs des Installations classées,  
et tous agents de la force publique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Metz, le 29 décembre 2009

Le Préfet,  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général  
Signé Jean- Francis TREFFEL